



Le grand
débat national
— —
Nantes-Orvault-Sautron

L'organisation de l'État et des services publics

Restitution des contributions
Débat Orvault-Sautron 27.02.19

**MOUNIR
BELHAMITI**
Député de Loire-Atlantique



Vie politique - 1

- Limiter le nombre de mandats
- Supprimer ou limiter dans le temps les privilèges des élus (ex : retraites)
- Baisser voire supprimer la rémunération des anciens chefs de l'État, ministres, élus
- Prôner l'exemplarité des élus, qui doivent être du peuple
- Accompagner davantage l'élu local dans sa prise de décision
- Valoriser la fonction de maire : rémunérer davantage les maires des petites communes, faciliter l'exercice de leurs fonctions Professionnaliser le métier de maire

Vie politique - 2

- Séparer réellement les pouvoirs
- Donner plus de places aux élus locaux (prendre plus en compte leur parole), aux intermédiaires
- Élire au suffrage universel direct le président de la communauté de commune
- Consulter davantage les citoyens sur les projets
- Informer plus largement sur les consultations en cours
- Lutter contre le lobbying
- Organiser le temps de travail des élus (temps obligatoires de présence, présence assidue)
- Présenter les programmes des élus, leur avancement et justifier les retards
- Représenter tous les territoires de manière équivalente (même nombre de sénateurs par exemple) sans tenir compte du nombre d'habitants

État – 1

- Supprimer le Conseil économique, social et environnemental
- Clarifier les missions du Comité économique et social et permettre aux élus de le consulter
- Supprimer le Sénat ou le réformer (ex : avec des membres élus représentant les collectivités territoriales ou des citoyens tirés au sort bénéficiant d'une formation), ou réduire le nombre de Sénateurs et d'élus
- Ne pas limiter la France à Paris (État et vision trop centralisée)
- Doter l'État d'un service juridique fort pour mieux se défendre (exemple : dans le cadre des marchés publics)
- Mutualiser les moyens
- Consulter les collectivités avant toute décision impactant leur territoire

État - 2

- Supprimer l'École nationale d'administration ou l'ouvrir davantage (faciliter l'accès à tous et améliorer la formation)
- Conserver uniquement les ministères régaliens (défense, police, justice, pour certains éducation, santé, équipement), baisser le nombre de ministères et de secrétariats d'État
- Séparer la gestion publique de celle des entreprises privées pour éviter les conflits d'intérêt (ex : Ford)
- Contrôler les dépenses publiques
- Rendre public le détail de l'utilisation des dépenses publiques (sur internet)

Collectivités territoriales - 1

- Supprimer les départements (reporter les missions soit au niveau régional soit au niveau de la communauté urbaine ou de la commune) en faisant attention à la régionalisation qui éloigne (notamment pour les aides sociales)
- Fusionner les toutes petites communes mais ne pas supprimer cet échelon de proximité (conserver une dimension de proximité)
- Supprimer les communes appartenant à une métropole (en faire des arrondissements)
- Diminuer le nombre de collectivités territoriales
- Rééquilibrer les territoires
- Éviter les structures très coûteuses si le budget de fonctionnement ne suit pas (ex : bibliothèques avec des bénévoles)
- Avoir une feuille de route annuelle des mesures à venir avec une consultation des citoyens

Simplification administrative - 1

- Caler les décisions en mesurant leur impact sur la vie associative ou commerciale : exemple verser les subventions avant la réalisation des projets, anticiper les conséquences des décisions impactantes (ex : suppression des contrats aidés)
- Permettre systématiquement l'envoi de documents au format numérique pour ceux qui le souhaitent
- Disposer d'un guichet unique et d'un seul interlocuteur
- Disposer d'un portail unique en ligne pour l'ensemble des services publics
- Lutter contre les allers-retours entre administrations

Décentralisation

- Décentraliser davantage l'État
- Donner plus d'autonomie aux communes et régions avec uniquement un pouvoir de contrôle de l'État, l'État comme direction générale
- Accompagner davantage la décentralisation en augmentant les dotations de l'État
- Renforcer les régions (les agrandir ex : Bretagne et Pays de la Loire ; modèle allemand) et leur donner des moyens financiers plus importants

Simplification administrative – 2

- Mettre fin au mille-feuille administratif
- Clarifier le rôle de chacun et l'expliquer
- Simplifier les circuits administratifs
- Simplifier les normes trop nombreuses et génératrices de perte de temps
- Centraliser l'information (faire gérer par un seul service une thématique dans son ensemble pour plus d'efficacité et éviter des allers-retours inutiles aux usagers)
- Diminuer les coûts en même temps que les échelons et structures
- Avoir un numéro d'aide par téléphone gratuite

Évaluation des services publics

- Appliquer des critères d'excellence pour le secteur public en définissant les critères quantitatifs et qualitatifs
- Évaluer les services en terme de coût, d'objectifs et de résultats et prendre des décisions au regard des rapports rendus
- Rendre obligatoire l'application des préconisations rendues par la cour des comptes dans les 3 ans avec une évaluation à l'issue de cette période
- Expérimenter de nouvelles politiques publiques puis les évaluer
- Ne pas chercher la rentabilité
- Développer le management avec des objectifs chiffrés de qualité
- Contrôler davantage la délégation de missions de services publics (notamment dans le domaine des routes qui pour certaines sont délaissées)

Proximité, accueil - 1

- Disposer de maisons polyvalentes (services commerciaux, d'État, écrivains publics, aide pour Internet) en proximité (communes ou intercommunalités) ; certains proposent de confier cette mission aux bureaux de poste
- Mettre en place un guichet unique de proximité (et s'aider du numérique pour dialoguer avec des spécialistes)
- Regrouper l'ensemble des prestations sociales dans un seul service pour mieux accueillir et avoir une vision globale de la situation et des aides envisageables avec un seul interlocuteur
- Réhumaniser les services publics : conserver un contact physique et humain avec les usagers

Coût des services publics

- Modifier le mode de financement des services publics (absence de logique dans le système actuel)
- Confier certaines activités au secteur privé pour éviter le gaspillage financier et le nombre de fonctionnaires (ex : espaces verts, ...)
- Exiger des contreparties aux privatisations garantissant le principe de continuité de service public, la qualité du service, le faible coût pour les usagers
- Instaurer un service croisé pour faire payer les assurances si le risque ne se réalise pas. Faire financer par ceux qui tirent profit
- Lutter contre la gabegie financière
- Connaître le coût des services publics

Proximité, accueil - 2

- Instaurer un temps de résolution
- Créer des bus itinérants de service public
- Élargir les plages horaires pour les personnes qui travaillent
- Conserver des lieux de vie et de rencontre (commerces) envisageables avec des communes plus importantes (attractivité)
- Permettre l'achat de billets de train papier à un guichet

Numérique

- Instaurer un centre d'apprentissage ou d'assistance à l'informatique pour les démarches administratives (nouvelle forme de l'écrivain public)
- Améliorer la qualité du réseau internet dans certaines zones
- Avoir de l'aide en temps réel en ligne (tchat)
- Améliorer le système de dématérialisation des cartes grises
- Disposer d'une aide en ligne, d'un numéro gratuit ou d'un tchat pour utiliser les applications des passeports, du permis de conduire, des cartes grises
- Faire appel à des bénévoles pour aider les administrés (associations)
- Veiller à la continuité de service (stabilité des fonctionnaires et formation)
- Accompagner les personnes qui en ont besoin
- Prévoir systématiquement la possibilité de faire les démarches au format papier

Accessibilité

- Disposer de services de proximité pour les personnes en situation de handicap ou/et de grand âge
- Aider les personnes en difficulté de lecture, de compréhension dans leur démarches administratives
- Améliorer la situation des personnes reconnues par la Maison départementale des personnes handicapées
- Avoir une plus grande proximité des structures gérant le handicap et le grand âge

Fonctionnaires - 1

- Obliger l'État à respecter le code du travail (visites médicales, heures supplémentaires...)
- Permettre plus de mobilité et de flexibilité entre les fonctions publiques et les ministères pour rééquilibrer les services et doter les secteurs où il y a des besoins tout en accompagnant les personnes et en les formant
- Harmoniser les salaires, congés, retraites entre privé/public
- Limiter les strates hiérarchiques qui ralentissent la prise de décision
- Reconnaître le risque professionnel de certains métiers comme les pompiers (primes)
- Revoir la rémunération des hauts fonctionnaires
- Supprimer la passerelle du public au privé (hauts fonctionnaires)

Fonctionnaires - 2

- Avoir plus de fonctionnaires
- Développer la polyvalence
- Prendre en compte la souffrance des cadres (privation, pression de rentabilité)
- Rendre obligatoire et permettre la formation tout au long de la carrière
- Regrouper le personnel au niveau local au sein des communautés de communes
- Intégrer plus de modularité (contractuels...)
- Supprimer le statut de l'emploi à vie
- Reconnaître davantage le travail fourni, le mérite plutôt que le concours comme seule voie de progression

Fonctionnaires - 3

- Rendre plus transparent le financement et le recrutement des agents des organismes satellites des services publics
- Faciliter la reconversion
- Simplifier le mode de licenciement des fonctionnaires
- Développer le télétravail
- Faciliter le renouvellement des hauts-fonctionnaires

Éducation nationale - 1

- Revaloriser la profession des enseignants (pas nécessairement en numéraire)
- Intégrer dans le programme des notions de civisme, de citoyenneté
- Favoriser les initiatives, l'expérimentation en reconnaissant la capacité d'autonomie, le droit à l'erreur
- Aborder des sujets tabous comme raccourcir les vacances d'été ou intermédiaires ou adapter réellement les rythmes scolaires
- Prévoir des mesures pour rappeler les droits et devoirs aux parents
- Décloisonner les niveaux en maternelle et primaire (en fonction des rythmes et des enfants)

Éducation nationale - 2

- Garantir à tous l'accès aux études supérieures
- Consulter des régions sur les orientations concernant l'éducation nationale
- Revenir aux fondamentaux
- Établir une meilleure organisation de la formation continue des enseignants, répondre à leurs attentes
- Rendre le service civique obligatoire en fonction des domaines étudiés (6 mois à 1 an)
- Ne pas séparer la gestion des écoles, collèges, lycées
- Avoir plus de cahiers de liaison en primaire et mettre en place une plateforme web comme pour le collège

Infrastructures

- Conserver des bureaux de poste et des gares (les personnes âgées notamment sont pénalisées)
- Faire baisser le coût des autoroutes
- Diversifier les missions de la poste et utiliser les bureaux de poste comme lieux de services
- Coordonner davantage les travaux (beaucoup d'interventions différentes au même endroit sans concertation)

Police, justice

- Regrouper les polices nationale et municipale ainsi que la gendarmerie en une seule administration
- Mieux répartir les forces de sécurité sur le territoire
- Augmenter le budget de la justice
- Simplifier les démarches de déclaration
- Permettre un raccourcissement des délais de décision
- Expliquer le fonctionnement de la justice à tous
- Permettre à tous l'accès à la justice (gratuité et qualité)
- Remettre à plat les lois qui se contredisent et revenir à des grandes idées qui fonctionnent

Santé, social - 1

- Lutter contre la désertification médicale
- Permettre à des auxiliaires médicaux de seconder les médecins en leur confiant de nouvelles tâches en s'appuyant sur les moyens numériques
- Salarier des médecins (employés par les communes par exemple)
- Lutter contre la fermeture des maternités
- Rembourser davantage les soins par les thérapeutes de médecine naturelle
- Revoir la réforme des hôpitaux de 2004 (baisse drastique demandée, manque de moyens)
- Instaurer plus de maisons de santé avec la logistique nécessaire
- Disposer d'un numéro gratuit pour joindre la Caisse d'allocations familiales

Santé, social - 2

- Simplifier la fusion des régimes de santé et de retraite
- Garantir à tous l'accès à la santé
- Stopper la marchandisation des maisons de retraite (privilégier l'humain)
- Imposer des lieux d'exercice aux médecins après leurs études comme pour les fonctionnaires (entre 1 à 5 ans)
- Faciliter le transport vers les soins en ville
- Organiser des permanences de praticiens en campagne
- Prévoir suffisamment d'hébergements d'urgence
- Prévoir des consultations sociales pour les publics fragiles
- Établir des maisons médicales de premiers soins (réservé les urgences aux cas graves) et des maisons de santé publiques (dispensaires)

Santé, social - 3

- Ne pas prendre en charge systématiquement le transport à l'hôpital
- Ne plus rembourser les cures thermales
- Développer la télémédecine
- Palier au manque de moyens (pour l'Agence régionale de santé, le Pôle emploi notamment)
- Éviter le recours aux contractuels
- Ne pas rémunérer à l'acte
- Lutter contre les lobbies des laboratoires (coûts excessifs)
- Supprimer le numerus clausus dans la médecine
- Réduire les délais d'instruction de la Maison départementale des personnes handicapées